

NOTES et glanures

ART ET ARCHEOLOGIE

CINTAS, P., *Manuel d'archéologie punique*, Paris, A. et J. Picard, 1970.

Cet ouvrage constitue le premier volume du Manuel d'archéologie punique publié dans la collection des Manuels d'archéologie et d'histoire de l'art de la maison A. et J. Picard. Il sera suivi de deux autres volumes qui retraceront l'histoire de la cité carthaginoise, son aspect, ses activités fondamentales (agriculture, artisanat, transactions, etc.) ainsi que l'aspect religieux, culturel et artistique de la cité punique. Dans ce premier volume consacré à *l'histoire et à l'archéologie comparée, chronologie des temps archaïques de Carthage et des villes phéniciennes de l'ouest*, l'auteur s'est penché sur le problème préliminaire mais fondamental de la chronologie carthaginoise et, par voie de conséquence, sur les différentes cités grecques du bassin méditerranéen. Se livrant à une analyse minutieuse des *textes historiques et des sources légendaires* ainsi que des *données archéologiques*, l'auteur tente de trouver la date de la fondation de la ville de Carthage. Celle-ci aurait été fondée dans les premières années du IX^e siècle (819-813) par Elissa, surnommée Didon. Ce surnom de Didon évoquerait une « femme courageuse qui avait accepté de faire front à l'adversité dans laquelle la plongeait la mort de son mari, femme à l'attitude virile, victorieuse des navigations lointaines, et aussi des embûches qu'elle eut à surmonter pour les accomplir », p. 15. La cause de la fondation d'une nouvelle cité serait due à la volonté d'éviter les troubles de l'Est. Cette fondation serait peut-être à mettre en rapport avec la recherche de l'étain et des minerais nécessaires à la métallurgie ainsi qu'à la volonté de créer des relais le long de la route des comptoirs. Cet aspect ne paraît nullement déterminant pour l'auteur, étant donné la présence d'une autre ville, Utique. La seconde partie étudie le matériel archéologique trouvé à Carthage et dans d'autres villes puniques (Utique, Gadès, etc., à savoir céramiques, objets d'art et d'industrie datés de la fin du IX^e siècle et du VIII^e siècle et venant du Proche-Orient méditerranéen).

Ces objets, on les trouve dans les vieilles tombes de Carthage et dans les premiers niveaux d'un des sanctuaires, peut-être le plus ancien. L'étude de ces données et des trouvailles archéologiques corrobore les données de la tradition. Il était indispensable de fixer avec la plus grande certitude la date de la fondation de Carthage, étant donné le rôle de la cité en Méditerranée occidentale. C'est ce qui explique l'abondance, la minutie des recherches et une critique toujours en éveil et essentiellement constructive.

P.B.

WALLONIE ART ET HISTOIRE

Les Editions Duculot et le CACEF ont entrepris la publication d'une encyclopédie consacrée à la Wallonie. Cette année, ils n'ont pas oublié le rendez-vous de Pâques et nous proposent cinq volumes.

Corinne HOEX dans son *saint Walhère, culte - vie - iconographie* étudie le problème du culte de Saint Walhère dont la dévotion est encore vivante dans la région d'Onhaye. Ce saint personnage a pour mission de protéger le bétail et spécialement les bovidés. Une carte matérialise la fréquentation de ce pèlerinage à l'heure actuelle.

Jean-Louis VANBELLE dans *Braine-le-Château* trace une monographie de ce joli village dont les vestiges historiques sont bien connus : château, moulin, pilori, maison dite du bailli, fermes, bornes, cimetière forment un ensemble digne d'intérêt.

Christiane PIERARD se penche sur la ville qu'elle connaît si bien dans *l'Architecture civile à Mons (XIV^e-XX^e s.)*. Elle y retrace l'évolution de l'architecture de l'ancienne capitale du comté de Hainaut. Elle y analyse l'évolution de ce style et s'intéresse aussi au problème du matériau. Elle souhaite d'ailleurs vivement le maintien de l'harmonie de la ville et le respect bien conçu de son passé. L'auteur évoque aussi, fort brièvement, l'architecture militaire. Espérons que très bientôt, elle nous donne une étude concernant les fortifications montoises. Un excellent travail pour l'étude de la cité.

Madeleine FOUSS nous présente *la Vie romaine en Wallonie* et réalise la synthèse des trouvailles réalisées dans nos régions et essentiellement dans le Bas-Luxembourg, ancien pays des Trévires. Elle étudie le réseau des routes romaines et les possibilités de la romanisation qui en ont découlé. La documentation iconographique est moins originale parce que le problème est mieux connu.

Josy MULLER présente *Bouillon - duché - ville - château* à travers d'excellentes photos et trois plans, ce qui permet une bonne approche de la matière. Ces cinq volumes sont à conseiller pour exploiter la matière prévue au premier degré d'observation ; ils en sont une excellente introduction.

P.B.

A. CHATELAIN, *Donjons romans des pays d'ouest*, Paris, 1973.

L'ouvrage consiste en un recensement et un inventaire des édifices militaires (des donjons) situés entre la Somme et la Garonne, édifiés entre le XI^e et le XII^e siècle et dont il reste encore des vestiges suffisamment parlants.

Les premières fortifications médiévales semblent avoir été des donjons quadrangulaires. Le plus ancien est celui de Langeais (a° 994). Avant cette date, la défense est constituée essentiellement de fossés à un ou plusieurs retranchements, avec une sorte de rempart de terre entassée et garni d'une palissade de bois. Le donjon quadrangulaire de pierre copie très vraisemblablement le donjon de bois. L'auteur a recensé ces différents donjons qui pour être quadrangulaires ne sont pas uniformes, certains étant doubles comme celui de Niort, certains étant flanqués de contreforts, d'autres en étant dépourvus. Ces considérations générales sont accompagnées d'un tableau des faits chronologiques et des événements les plus importants. Une bibliographie générale, une carte des donjons de l'ouest, la liste alphabétique des donjons avec leurs mesures, un recueil de plans isométriques classés par province, un répertoire des donjons par province, avec pour chacun d'eux une notice brève mais non une monographie, une trentaine de documents photographiques forment cet ouvrage de référence.

La plupart de ces édifices devraient faire l'objet de fouilles afin de les mieux connaître, et de les dater de façon plus précise. Il va sans dire que l'auteur n'a pas voulu tracer un tableau exact de la France militaire aux XI^e et XII^e siècles, étant donné les lacunes existantes.

P.B.

SCOBELTZINE André, *L'art féodal et son enjeu social*, coll. « Bibliothèque des idées », Paris, Gallimard, 1973.

Amener à la conscience l'expression du subconscient social d'une époque est une gageure que l'auteur tient ici non sans succès. Ainsi qu'il le déclare lui-même : « un peu comme le psychanalyste cherche à relier les éléments disjoints et apparemment absurdes du rêve ou des phantasmes aux désirs inconscients qui animent l'individu et qui puisent leurs racines au plus profond de son histoire, j'ai tenté de relier systématiquement les caractères particuliers de l'art roman, puis du premier art gothique à toutes sortes d'autres phénomènes : économiques, sociaux, idéologiques, spécifiques de la civilisation féodale contemporaine ». Il démontre ainsi que ces deux styles ne sont pas « des agrégations de pratiques artisanales, des recettes d'ateliers sans liens les unes avec les autres, mais des ensembles cohérents régis par un certain nombre de principes, d'aspirations, de schémas de structure communs, qui ne sont spécifiques au domaine de l'art, mais intéressent le mouvement de la société tout entière, et puisent leur vigueur au cœur même des conflits sociaux qui parcouraient alors le monde féodal ».

L'art n'est-il pas une écriture ? Des études comme celle-ci contribuent à la décrypter. Image de la société féodale, l'art roman vaut par ses masses et ses volumes, résultats d'une concertation d'individus qualifiés travaillant en équipe et capables d'initiatives multiples, c'est une création sur le tas, due à l'initiative des travailleurs, à leur pratique des matériaux. L'abbaye cistercienne est le témoignage de la réaction noble face à l'évolution sociale et idéologique qui remet en cause les fondements mêmes de l'autorité seigneuriale. Voilà deux notations dont les attendus sont longuement développés, parmi d'autres qui réhabilitent la fonction de l'historien dans la mesure où son rôle est de recherche et de synthèse.

R.V.S.

DU COLOMBIER P., *Les chantiers des cathédrales*, Paris, A. et J. Picard, 1973.

Il s'agit de la réédition d'un ouvrage publié en 1953 ; à la suite de très nombreuses études faites tant en France qu'en Angleterre et en Allemagne au cours des deux dernières décennies, une mise à jour était nécessaire. La matière est abondante, et l'auteur l'a envisagée sous les multiples aspects que pose l'étude des grandes cathédrales gothiques : problème du *maître de l'œuvre*, c'est-à-dire de l'architecte, problème de la *main-d'œuvre* (recrutement, conditions de travail, salaires, etc.), problème du *financement* des édifices (l'édification de ceux-ci résulte souvent de la générosité des nobles, mais surtout des fidèles en général, des pèlerins, etc., c'est-à-dire de tous ceux qui veulent obtenir la remission de leurs péchés), problème du *patronage* de cet immense édifice qu'est la cathédrale gothique (essentiellement des évêques, des abbés, des villes en Italie et fort peu de rois, sauf ceux d'Angleterre, les Plantagenêts, dont l'amour de la construction est bien connu), problème enfin de la *décoration sculptée*.

L'ouvrage envisage la plupart des grands chantiers de la période gothique. Enrichi de très nombreux schémas, dessins, plans, etc. en tout 93 documents dont de très nombreuses miniatures illustrant les problèmes susmentionnés, l'ouvrage fournit à tous ceux qui souhaitent étudier ces problèmes, d'utiles renseignements tant du point de vue de la technique de la construction qu'en ce qui concerne les mentalités et la création artistique.

P.B.

ROITER F., *Venise, hier et demain*, Chêne, Paris, 1973.

Faut-il encore présenter, photographier Venise ?...

Sept écrivains et un artiste nous la font voir.

T. PIGNATTI retrace brièvement l'histoire de la Sérénissime. S. MECCOLI pose le problème de la cité. La place Saint-Marc est située à 70 cm au-dessus du niveau de la mer ; donc la ville est toujours menacée par l'eau, et la pollution de la lagune. Les difficultés ne résultent pas seulement du site naturel de la cité, mais aussi et surtout de la formation du port

de Marghera, et de l'accroissement de la navigation dans la lagune et de la création d'usines.

Tant que Venise a été maîtresse de son destin, elle a trouvé des solutions à ses problèmes. Après 1917, les solutions sont imposées par l'Autriche, la France ou l'Italie, mais en parfaite méconnaissance des problèmes et de la situation. R. FRASSETTO est d'avis qu'une rigoureuse étude scientifique s'impose ; il faut découvrir des méthodes durables de protection, efficaces sans risques immédiats ou futurs. En 1969, un Conseil national des Recherches a été créé, il recueille toutes les informations concernant les marées, les vents, donc tous les éléments « naturels » qui menacent Venise.

Fr. VALCONOVER se penche sur le problème de la restauration. La situation est assez tragique puisque plus de 30 % des palais vénitiens sont endommagés, les déprédations augmentent d'environ 6 % par an, non seulement à cause de la pollution de l'eau, de l'air, mais aussi à cause de l'absence de lois efficaces, de personnel, de moyens financiers des organismes nationaux et locaux. G. MAZZARIOL présente trois projets destinés à sauver Venise (celui du Wright, du Corbusier et de Kahn). C. SEMENZATO nous conduit dans l'arrière-pays, le long de la Brenta.

L'ouvrage est illustré des dessins de CANALETTO, mais aussi d'une centaine de photographies de F. ROITER, 154 documents renouvellent notre connaissance de la cité, nous promènent à travers des endroits connus ou méconnus, mais illustrant chaque chapitre du travail.

Un fort bel ouvrage.

P.B.

LE MOYEN AGE

VAN OVERSTRAETEN (Daniel), *Un code pénal hennuyer de la fin du moyen âge : la loi de chef-lieu de Saint-Ghislain et de Hornu (1411)*, dans les *Annales du Cercle d'histoire et d'archéologie de Saint-Ghislain et de la région*, vol. 1, 1972, pp. 21-37.

Pour ceux qui cherchent à sensibiliser leur enseignement par le recours aux textes d'histoire locale, pour nos collègues borains ou hennuyers en particulier, voici un article qui présente un document avec sa traduction en français moderne et l'introduit par une analyse précise et une étude institutionnelle accompagnée de la bibliographie voulue. Il est rare de trouver en quelques pages le document de base d'une leçon et la préparation scientifique indispensable. Il est possible d'étudier, grâce à cette publication, un échevinage, son activité, sa compétence, à la fin du moyen âge, dans une petite ville qui s'est développée tardivement sous la protection de l'abbaye qui lui donne son nom.

J. Du.

GENICOT (sous la direction de Léopold), *Histoire de la Wallonie*, Toulouse, Privat et Bruxelles, Editions Universitaires, 1973, 1 vol. in-8°, 502 p., 100 ill., graph., croq., pl. dans et h.-t. (Coll. : *Univers de la France et des pays francophones*).

Nous avons dit ici-même tout le bien que nous pensions de l'*Histoire des Pays-Bas français* parue dans la même collection. Nous en dirons tout autant de cette *Histoire de Wallonie*. Pourtant, n'était-ce pas tenir une gageure que de se lancer dans pareille entreprise ? La Wallonie en tant que telle n'a réellement pris forme que depuis la dernière guerre, elle n'a jamais eu l'existence et la cohérence de la Provence, de la Bourgogne ou de la Bretagne ; de plus, sous l'Ancien Régime, la principauté de Liège a vécu nettement distincte de ses voisins romanes, encore qu'elle était bilingue comme le Luxembourg ou le Brabant. N'était-ce pas projeter dans le passé une réalité contemporaine comme Henri Pirenne l'a fait en son temps. Le maître de l'ouvrage nous fait remarquer dans sa présentation (p. 8) que l'étude du passé de la Wallonie se fonde

sur son caractère roman, son appartenant « au monde latin et à la civilisation française » et qu'il n'est pas plus aberrant de s'y attacher que de parler d'histoire de la Grande Néerlande ou de replacer « dans les universités belges, (le) cours d'Histoire de Belgique par celui d'histoire des Pays-Bas ». N'est-ce pas contribuer à cette prise de conscience wallonne que de faire « l'inventaire des composantes héritées d'un passé proche et lointain » ?

Nous ne pouvons songer à faire ici l'analyse des richesses de cette belle synthèse. Disons qu'elle est l'œuvre d'une équipe d'enseignants et de chercheurs des universités de Bruxelles, Liège, Louvain, et de la Faculté N.-D. de la Paix à Namur, que l'ensemble de l'ouvrage et chaque chapitre sont accompagnés d'une orientation bibliographique à jour, que les exposés sont clairs et documentés, que de nombreux schémas, tableaux, graphiques, cartes et photographies les illustrent heureusement, que l'attention se porte successivement sur les événements politiques, les données économiques, sociales et culturelles, les liaisons entre ces divers aspects étant généralement bien marqués. La périodisation est classique : préhistoire, époque romaine, Moyen Age jusqu'au début des acquisitions de Philippe le Bon (1421), Ancien Régime, dans un Etat moderne de la conquête française à la première guerre mondiale, et enfin « les naissances de la Wallonie » en réaction au mouvement flamand et à ses inquiétudes économiques et culturelles.

Cet ouvrage est très maniable : une liste chronologique, un bon index, de nombreux sous-titres et titres marginaux permettent d'y retrouver très vite l'idée, le fait, la référence souhaitée. Comme pour l'ouvrage précédent, nous regrettons que les illustrations hors-texte soient très souvent fort éloignées de la page où elles seraient utiles et même que les références qu'on y trouve à leur sujet dans le texte soient trop souvent erronées. Ce n'est là qu'un inconvénient mineur qui ne nuit que peu à une belle synthèse que nous engageons nos collègues à avoir toujours à portée de la main. Nous espérons que, comme pour d'autres provinces françaises dans cette même collection, nous verrons paraître des « Documents d'histoire de la Wallonie » qui seraient le complément naturel et bienvenu de ce beau volume de synthèse et de mise à jour.

J. Du.

J. DUFOURNET, *Les écrivains de la IV^e croisade: Villehardouin et Clari*, Sédès, Paris, 1973.

L'auteur présente et analyse l'œuvre de deux auteurs caractéristiques de la 4^e croisade et tente d'expliquer les silences très nombreux de la chronique. Ni Clari, ni Villehardouin n'ont d'ailleurs expliqué la raison pour laquelle ils avaient rédigé leurs souvenirs. A travers les chroniques, l'auteur étudie les problèmes suivants : l'affaire de Zara, la déviation de la 4^e croisade vers Byzance, les causes et les raisons de ce problème, mais aussi le personnage de Villehardouin, son attitude vis-à-vis des Vénitiens et face à Boniface de Montferrat. La déviation de la 4^e croisade vers Byzance est d'ailleurs éclairée par les notes des chroniqueurs, mais aussi par la lecture et l'analyse d'ouvrages contemporains (ouvrages, grecs, latins, russes, etc.). Le seul désir d'y découvrir un homme et la vision qu'il eut de l'univers où il vécut (p. 208) domine l'étude du chroniqueur. Un excellent petit ouvrage et un bon guide pour ne pas rester indifférent aux problèmes de la 4^e croisade.

P.B.

FOLZ R., GUILLOU A., MUSSET L., SOUDEL D., *De l'Antiquité au monde médiéval*, Paris, P.U.F., coll. : « Peuples et civilisations », 1972.

La collection *Peuples et civilisations* se renouvelle peu à peu.

Ce volume est destiné à remplacer l'ouvrage bien connu de Louis HALPHEN *Les Barbares*, volume qui datait de 1926. Cet ouvrage vient donc à son heure en raison des nombreuses recherches effectuées sur la période si troublée de la deuxième moitié du premier millénaire de notre ère : recherches sur les causes de la chute de l'empire romain, sur les migrations indo-européennes, sur les mouvements des Arabes et des Normands, la persistance de l'empire byzantin et sa résistance aux poussées des peuples de la steppe et du désert, recherches qui ont pu progresser grâce à l'apport des sciences auxiliaires de l'histoire.

L'ouvrage partage la matière en trois parties : les crises du monde antique ; les mutations politiques qui en résultent ; les ensembles qui formeront le monde médiéval.

Les auteurs ont exposé sommairement les faits parfois bien nécessaires à rappeler. Mais ils ont aussi envisagé les aspects institutionnels, sociaux, économiques, culturels et religieux. Cette énorme fresque est indispensable à ceux qui souhaitent comprendre le haut moyen âge. Etant donné le peu de temps dont le professeur dispose dans le 2^e degré, cette vaste et excellente synthèse lui sera très utile.

P.B.

LOMBARD M., *Espaces et réseaux du haut moyen âge*, Paris, La Haye, Mouton, 1972.

Jacques Le Goff a eu la très heureuse initiative de réunir divers articles dispersés au gré et au hasard des revues. Spécialiste du haut moyen âge, Maurice Lombard avait publié quelques articles qui avaient renouvelé la conception de cette période trop souvent envisagée de manière partielle. Les neuf articles réunis s'échelonnent de 1947 à 1969 et témoignent de l'intérêt de l'auteur pour les problèmes économiques du monde musulman, de ses rapports avec le monde byzantin et avec le monde occidental sortant lentement de la barbarie des invasions. Parmi les questions étudiées, le problème de l'or musulman, l'évolution urbaine, les routes commerciales et les circuits de la Méditerranée et de ses annexes. Ces problèmes amènent l'auteur à étudier celui de la marine et du ravitaillement en bois des arsenaux.

Les études sont essentiellement centrées sur le monde musulman, mais aussi sur les zones marginales de l'Asie centrale, du monde slave, de l'empire byzantin, de l'Occident.

La maison éditrice a eu aussi l'excellente idée de reproduire certaines cartes illustrant les articles et notamment celles qui donnent une analyse des relations entre la vallée de la Meuse et les pays lointains (VIII^e-XI^e s.) et du commerce des fourrures de la forêt nordique vers le monde musulman. Quatre autres cartes sont centrées sur divers problèmes du bois dans le monde méditerranéen, le bois de marine et l'appel des arsenaux, le bois de construction et l'appel des chantiers urbains, le bois d'œuvre et l'appel des ateliers, le bois de chauffe et l'appel des industries du feu.

A lire, à méditer et à utiliser.

P.B.

LEGUAI André, *La Guerre de Cent Ans*, coll. « N. Université, information, formation », Paris, Nathan, 1974.

En une série dense de chapitres divisés en paragraphes bien circonscrits, l'auteur esquisse d'une manière claire les grandes étapes du conflit séculaire qui oppose couronnes de France et d'Angleterre. Des cartes, un glossaire, un index, une bibliographie générale et des bibliographies particulières pour chaque chapitre font de ce livre un bon instrument de travail à l'intention de l'Enseignement supérieur et des enseignants désireux de parfaire leur information. La victoire française a été surtout négative. L'annexion de la Guyenne fut son seul profit. Quant à l'Angleterre des Tudors, elle se porte bien. L'initiative vint principalement des insulaires, mieux organisés et dirigés, mais outrecoûdants, car ils furent incapables de contrôler un pays trop vaste. L'idée de nation, détachée de la dynastie, se développe comme notion vécue par la masse populaire française. Quoique représentés dans la guerre par des mercenaires recrutés parmi la lie, les Anglais ressentent la guerre à travers quelques inconvénients qui développent chez eux un sentiment, xénophobe très généralisé. La répudiation de l'anglo-normand en fut une expression. L'information véhiculée à l'aide de récits courts et violents vulgarise dans l'opinion populaire les problèmes militaires et dynastiques. Jeanne d'Arc pourrait y avoir puisé sa « sagesse ». Son prestige charismatique s'alimenterait donc au langage du commun. Poignées de part et d'autre par la démente de souverains aux règnes très long, les dynasties durent leur salut aux luttes entre membres de l'aristocratie qui, notamment en Angleterre, s'entreteuent féroceement.

L'armement évolue sous l'influence des armes à feu. L'organisation militaire repose de plus en plus sur les mercenaires et sur l'armée permanente, vectrice d'impôts.

En France comme en Angleterre, la démographie des XIV^e et XV^e siècles enregistre des reculs redoutables allant jusqu'à deux tiers des effectifs. Le phénomène de recul fut accentué par les ravages de la Grande Peste et les maux de la guerre. Les sociétés, de part et d'autre, restent encore féodales. Elles sont caractérisées par la fureur de vivre envers et contre tout comme fournis en fourmil-

lière. La religion, la dévotion mariale en particulier, apparaît pour les populations malheureuses comme l'espérance et le recours. Ce qui n'empêche par ailleurs le déferlement des passions les plus viles. Tout change plus d'allure que de nature. L'histoire ne cesse de courir imperturbablement !

R.V.S.

de VALOUS (Guy), *Le patriciat lyonnais aux XIII^e et XIV^e siècles*, Paris, Editions A. et J. Picard, 1973, 1 vol gr. in-8°, 490 p.

C'est le patriciat, c'est-à-dire les lignages détenant la richesse mobilière et foncière, qui est à l'origine de l'émancipation des villes médiévales. Les marchands en sont les agents traditionnels, eux qui ont organisé les marchés, les ports, construit les ponts. On ne sait, faute de textes, comment les lignages lyonnais ont eu accès à l'administration de la cité, ni s'ils sont issus d'une aristocratie locale ou de familles marchandes enrichies. Les commerçants au XII^e siècle contrôlent de fait le gouvernement urbain, mais n'exercent pas la justice, les artisans et les petites gens en sont exclus. La commune de Lyon commence à s'élaborer — tardivement — dans la seconde moitié du XIII^e siècle et ne sera reconnue par l'archevêque et le chapitre Saint-Jean, seigneurs de la ville, qu'en 1320. Les artisans restent inorganisés jusqu'à la fin du XV^e siècle et ne contestent pas aux patriciens la gestion communale. Ceux-ci mobiliseront d'ailleurs le populaire pour résister aux seigneurs, archevêque et chapitre, ou même au roi de France, lorsque des intérêts surtout économiques et fiscaux sont en jeu.

Par une étude de l'ascension économique, sociale et politique des lignages lyonnais aux XIII^e et XIV^e siècles — l'histoire individuelle de ceux-ci fondée sur des dépouillements très considérables représente une très grande partie de ce bel ouvrage — l'auteur s'attache à montrer qui étaient ces créateurs de la commune de Lyon, qu'ils administrèrent sous la protection du roi de France. Pour une ville de 15.000 habitants environ, une trentaine de familles au plus dominant la ville au XIV^e siècle, quatorze seulement au XIII^e. Cependant, ce patriciat — l'auteur n'a jamais rencontré ce terme dans les textes — lyonnais, resté ouvert vers le bas pendant la période de croissance de la ville, se

ferme au cours du XIV^e siècle. Son influence se fonde sur sa puissance économique. Les drapiers, les épiciers, les merciers, qui sont souvent en même temps changeurs et banquiers, occupent la première place. Les clercs, les notaires et surtout les juriconsultes, dont les grands se méfieront pendant longtemps, verront leur rôle s'accroître au XIV^e et surtout au XV^e siècle. Ces lignées s'éteignent assez vite. Elles sont en très grande majorité originaires de Lyon ou de la région proche, quelques-unes du Maconnais, du Dauphiné ou de la Savoie.

Leur fortune présente diverses formes. Commerce et banque en constituent le fondement, mais la terre y a sa part, biens urbains sans doute, maisons, ouvriers, rentes, mais aussi dans les campagnes voisines des fiefs quelquefois, des terres souvent plantées de vignes, des maisons, des manoirs, des fermes rachetées à la petite noblesse et aux paysans en difficulté. Il semble cependant que ces investissements fonciers ne se développeront qu'aux siècles suivants. Les testaments montrent que le vêtement est fort simple, les bijoux et l'argenterie ne sont pas rares, les meubles courants.

Cette oligarchie urbaine est assez fermée, les mariages se font généralement dans la haute bourgeoisie lyonnaise. Les remariages sont fréquents. La famille, de type conjugal, évite l'émiettement du patrimoine en orientant les cadets vers le clergé, auxquels ces lignages restent liés malgré les conflits qui les opposent au Chapitre Saint-Jean. En règle générale, le patriciat lyonnais des XIII^e et XIV^e siècles reste fidèle au commerce et à la banque, peu de lignages sont entrés dans la noblesse. Ils montrent envers l'Eglise dévotion et générosité. S'ils ont le monopole du travail et du commerce, ils ont dirigé les petits avec modération et sont généreux envers les déshérités.

Après 1420, les choses vont changer. Les deux foires accordées par le dauphin Charles vont faire de Lyon un carrefour de l'Europe occidentale bientôt animé par les marchands italiens. De nouvelles lignées patriciennes, en collaboration avec les notaires, vont prendre la direction de la ville et laisser le roi de France protéger la cité et contrôler les finances communales. Les artisans et gagne-petit vont être traités avec moins de modération et

songer aux émeutes futures. C'est une nouvelle époque qui commence pour Lyon.

Un beau livre constamment fondé sur des faits humains.

J. Du.

DUBY Georges, *Le dimanche de Bouvines*, coll. « Trente journées qui ont fait la France », Paris, N.R.F., Gallimard, 1973.

L'auteur a voulu voir la bataille de Bouvines et la mémoire qu'elle a laissée, enveloppées toutes deux dans leur ensemble culturel propre. A cet effet, il a entrepris trois démarches :

- se référer à ce qu'on sait de cette culture ;
- tenter de faire une sociologie de la guerre aux XII^e et XIII^e siècles ;
- établir comment à travers le temps se déforme la perception du fait vécu.

Le document de base qu'il utilise est la chronique en prose de Guillaume Le Breton, c'est-à-dire la relation officielle de la bataille faite par le chroniqueur attitré de la cour de Philippe Auguste. Il en donne une traduction intégrale et en confronte le contenu avec quatre textes contemporains.

La première et la deuxième démarche sont entreprises à l'occasion d'une analyse de la chronique de Guillaume Le Breton comprenant l'étude de la psychologie de l'auteur, de la personnalité des principaux acteurs et des raisons culturelles des éclairages particuliers de la « mise en scène » de la chronique.

De l'analyse de G. Duby il ressort :

1^o qu'aux environs de l'an mille une mutation se fait dans les esprits à propos de la valeur attribuée à la notion de « paix » ou de « guerre ». Jusqu'alors la guerre était considérée comme un état normal, mais l'Eglise parvient à valoriser l'idéal de paix et soutient les guerres royales destinées à maintenir l'ordre. Son action aboutit à une stratification sociale qui laisse aux féodaux le monopole des armes. Elle sanctifie leur action en créant la chevalerie.

2^o qu'un rôle de plus en plus important est joué dans la guerre par la monnaie et qu'elle provoque l'apparition des

éléments qui lui donnent son caractère particulier au XIII^e siècle :

- le *tournoi* : exutoire à la guerre privée progressivement bridée par les progrès de la « Paix de Dieu » devenue en France la « Paix du roi » ; le tournoi faisait l'objet de tractations financières considérables et provoquait une mise en valeur de la prouesse individuelle ;
- les *mercenaires* : efficaces et maudits comme facteur de désordre social dans la mesure où ils enlevaient aux féodaux le monopole des armes ;
- les *armures lourdes* : des chevaliers qui les rendaient presque invulnérables.

3^e que la bataille au XII^e siècle, c'est le contraire de la guerre, c'est un duel judiciaire avec ses conventions, ses rites : on choisit un « champ » où les champions vont s'affronter ». Chacun des deux chefs s'établit au centre de la formation centrale, entouré de ses chevaliers des plus hauts lignages. Tout se déroule comme dans un jeu d'échecs où il s'agit de mettre un des chefs « mat ». Mais les batailles sont rares où les deux chefs réussissent à se voir de près, généralement l'un se sauve quand il est devenu clair que Dieu a fait son choix.

4^e que la victoire de Bouvines a été celle du parti de l'ordre, de l'Eglise, contre Otton et Jean sans Terre qui représentaient au sein de la Chrétienté des forces contestataires.

La troisième démarche entreprise par G. Duby l'amène à analyser à travers les textes des chroniqueurs chrétiens contemporains et ultérieurs le retentissement de la bataille de Bouvines, les déformations, les amplifications, l'évolution vers le mythe et l'enrichissement progressif du mythe en France en fonction de l'évolution de l'idée de royauté dans ce pays. Le livre se termine par une analyse de la place tenue et de la manière dont la bataille de Bouvines fut relatée aux XIX^e et XX^e siècles aux écoliers français.

Outre une bibliographie sommaire, le lecteur trouvera en annexe la reproduction des principaux documents contemporains de la bataille et certaines relations ultérieures marquantes, notamment la version qu'en donna Michelet au XIX^e siècle.

R.R.

LES RELIGIONS

Problèmes d'Histoire du Christianisme, 1, 1970-1971, Bruxelles, Editions de l'U.L.B., 1973, 88 pp.

Ce petit ouvrage, présenté par M. Jean PREAUX, reproduit les textes de quatre conférences publiques données à l'Institut d'Histoire du Christianisme. M. Jean HADOT étudie *Les manuscrits de Qoumran et le christianisme* (pp. 9-23). Il rappelle la découverte des manuscrits de la mer Morte et les fouilles auxquelles cette trouvaille a donné lieu. Il compare alors les Esséniens (la secte de Qoumran) avec les premiers Chrétiens. Les points de ressemblance sont nombreux : livres sacrés, esprit apocalyptique et eschatologique, aspect messianique, mêmes institutions. Les points de divergence concernent pour les Esséniens l'esprit insurrectionnel, la vie monacale et la nature du messie. L'auteur souligne bien que s'il y a plusieurs essénismes, il a existé aussi plusieurs christianismes primitifs notamment un christianisme monacal très proche de l'essénisme qoumranien.

M. François MASAI présente la synthèse d'un cours consacré à *L'Eglise et les origines de l'Europe* (pp. 24-38). L'Europe occidentale s'est edifiée en partie sur les ruines de l'empire romain. Mais la chute de celui-ci est peut-être liée à la désagrégation de l'Eglise catholique et aux divisions de celle-ci en de nombreuses sectes qui ont disparu depuis. Ce morcellement de l'Eglise s'explique par l'organisation de l'empire en une fédération de cités et par les divergences doctrinales. Après Constantin, l'Eglise s'est libérée du césaro-papisme et a rejeté l'arianisme, tout en devenant la religion officielle de l'empire. Les barbares germaniques introduisent d'autres divisions, les plus évolués d'entre eux ayant adopté l'arianisme. La conversion au christianisme officiel assure le succès des Francs de même que par après les liens de l'évêque de Rome avec Pépin de Bref. C'est de là que naît l'Europe par opposition aux mondes musulman et byzantin. Ce sont les églises qui ont assuré le passage d'une part importante de l'apport antique aux trois héritiers de l'empire romain. Pour illustrer cette idée, l'auteur montre en terminant que le monachisme bénédictin est né en Provence dans un milieu fortement marqué par

l'influence des intellectuels et des aristocrates du monde romain finissant.

M. Roland MORTIER analyse *La remise en question du christianisme au XVIII^e siècle*. Contrairement au XVII^e siècle, où la religion n'est remise en question que par les libertins et par les Jansénistes (contestation intérieure), le XVIII^e siècle s'en prend sérieusement aux croyances catholiques, et l'athéisme gagne du terrain à côté des idées non orthodoxes (déisme, théisme, rationalisme, ...). Cette critique de la religion est liée au développement de la contestation politique de la monarchie. Elle porte tout autant sur la légitimité historique du christianisme que sur son contenu doctrinal, son rôle moral ou l'action politique et sociale de l'Eglise. L'auteur résume et présente les arguments de Jean Levesque de Burigny, du « militaire philosophe », du curé Jean Meslier et de Voltaire (dans des œuvres peu connues). Il cite de larges extraits des œuvres analysées. Il souligne en conclusion que les idées du XVIII^e siècle ont non seulement contribué au développement de l'athéisme mais qu'elles ont aussi joué un rôle dans « l'aggiornamento » du christianisme.

M. Jean STENGERS (*L'Eglise et la science : problèmes d'autrefois et problèmes d'aujourd'hui*, pp. 70-88) envisage les rapports des dogmes catholiques avec la science prise dans son sens large. Il montre que depuis le Moyen Age l'Eglise a opéré une série de « décrochages » pour faire face à l'évolution de la science. Elle devra, par exemple, accepter progressivement l'idée que le récit de la création dans la Bible est le reflet des connaissances du moment où le texte a été écrit. Elle devra reconnaître aussi avec le développement de la critique historique le caractère littéraire et épique de nombreux passages de l'Ancien Testament. Le dernier décrochage remonte au Concile de Vatican II en 1965. La résolution a proclamé la vérité des textes sacrés mais en rapport avec le salut. En terminant, l'auteur s'interroge sur l'évolution possible de l'Eglise face au développement de la recherche scientifique et dans cette perspective sur la position des chrétiens face au libre examen.

Ces études constituent d'excellentes mises au point facilement accessibles que le

professeur d'Histoire peut utiliser pour compléter son information. Il trouvera dans l'article de M. MORTIER de bons textes sur les idées des penseurs du XVIII^e siècle face à la religion.

J.-P. D.

St. RUNCIMAN, *Le manichéisme médiéval*, Payt, Paris, coll. « Le Regard de l'histoire », 1972.

Cet ouvrage, consacré à l'étude de l'hérésie dualiste dans le christianisme, est publié dans la collection « Le Regard de l'histoire » ; il reproduit le texte de l'édition de 1949.

L'auteur s'est attaché à retracer l'histoire de la tradition dualiste chrétienne au moyen âge. La recherche est peu aisée, car les documents n'abondent pas et sont fort divers tant par la qualité que par la variété. Parmi les sectes envisagées, citons les Pauliciens de Macédoine et surtout de Thrace, les Bogomiles de Bulgarie, les Patarins de Bosnie-Herzégovine et du Monténégro, les Cathares du Languedoc. Ces sectes ne sont pas seulement des exemples de manifestations du dualisme chrétien, elles révèlent aussi des aspects de la révolte sociale des paysans contre le clergé ou encore se rapprochent de certains mouvements nationalistes (dans les Balkans et dans le Languedoc).

L'ouvrage peut éclairer certains aspects de la religion médiévale ; il sera donc utile à ceux qu'intéressent les problèmes religieux de cette époque. Cependant la complexité de la matière en rend l'utilisation assez peu aisée au niveau de l'enseignement secondaire.

P.B.

Luther et l'autorité temporelle 1521-1525, textes allemands originaux, traduction, introduction et notes par Joël LEFEBVRE, collection bilingue des classiques étrangers, 334 pages, Paris, Aubier Montaigne, 1973.

Les textes publiés sont : 1. Sincère admonition à tous les chrétiens afin qu'ils se gardent de toute émeute et de toute révolte ; 2. De l'autorité temporelle et dans quelle mesure on lui doit obéissance ; 3. Exhortation à la paix en réponse aux 12 articles des paysans de Souabe ; 4. Contre les bandes pillardes et meurtrières des paysans ; 5. Missive sur le dur opuscule contre les paysans.

Les éditions Aubier Montaigne avaient déjà publié en 1932, dans leur collection des textes rares ou inédits, une traduction des *Tischreden* de Martin Luther due à Louis Sauzin ; et en 1944, dans la présente collection, sous le titre *Les grands Ecrits réformateurs*, les textes allemands de l'*Appel à la Noblesse chrétienne* et *De la Liberté du chrétien* avec une traduction de Maurice Gravier.

L'œuvre intégrale de Luther, en allemand et en latin, connut plusieurs éditions en Allemagne, dont la meilleure reste celle dite de Weimar, en 99 volumes en cours de parution depuis 1883. En 1955 parut en Amérique une traduction anglaise en 54 volumes. Cette œuvre monumentale est restée peu accessible au public de langue française jusqu'à une époque récente. Depuis 1957, les Eglises luthériennes de France et les éditions Labor et Fides ont fait paraître les principales *Œuvres* du réformateur en 10 volumes qui seront suivis de 10 autres volumes extraits de ses commentaires bibliques.

Il n'est pas étonnant dès lors que quatre des cinq textes qui forment ce volume se retrouvent dans le tome IV des *Œuvres*.

La présente édition reproduit le texte de la *Weimarer Ausgabe*, avec une traduction en regard, de cinq écrits politiques dont deux ont trait à l'iconoclasie et aux anabaptistes et trois à la révolte des paysans.

Une chronologie replace ces différents écrits dans l'œuvre de Luther en référence aux principaux événements de ces années capitales pour l'affirmation de sa réforme.

Une introduction développe les lignes de faite de l'attitude modérée et conservatrice du réformateur attaquée à la fois par les catholiques et les radicaux de la Réforme : Carlstadt, Müntzer et les anabaptistes.

Le fondement de la doctrine politique de Luther réside dans son anthropologie. Le chrétien est à la fois membre du royaume spirituel et du royaume temporel, et il doit répondre aux exigences de cette double appartenance. Luther repousse toute violence en ce qui concerne le domaine religieux, c'est pourquoi le pouvoir civil ne peut mettre des limites à la

liberté de conscience, et tant qu'il se maintient dans son domaine, le chrétien doit lui être soumis. Si l'Etat outrepassa ses droits, seule la résistance passive est autorisée aux fidèles persécutés.

Partisan d'un régime fort, dans une structure non capitaliste de l'Etat, Luther a affirmé avec autant de force les droits de la conscience individuelle. C'est la méconnaissance de ce double aspect de sa pensée qui a provoqué le drame de l'Allemagne moderne. C'est pourquoi la lecture des textes politiques de Luther garde toute sa valeur.

E.M.B.

ZIEGLER Gillette, *Les Templiers ou la chevalerie spirituelle*, coll. « Histoire des personnages mystérieux et des sociétés secrètes », Paris, Grasset, 1973.

Dirigée par Louis Pauwels, cette collection a pour but de rendre compte de l'évolution de la pensée ésotérique dans le monde. Dans ce livre consacré aux Templiers, à leur histoire et à leur légende, l'auteur, Gillette Ziegler s'efforce surtout de coordonner les renseignements publiés par les spécialistes de l'ésotérisme et des sociétés initiatiques. Mais comme les sources de l'histoire de ces sociétés, antérieures au XVIII^e siècle, sont pratiquement inexistantes, il ne s'agit en général que d'un recensement d'hypothèses plus ou moins plausibles.

Parmi les problèmes évoqués, une place privilégiée est réservée à la nature de la doctrine secrète des Templiers et à ses origines. Plus que d'autres ordres militaires de terre sainte, les Templiers auraient pactisé avec des groupes musulmans à tendances gnostiques tels les Soufis et les Ismaéliens et auraient été influencés par la doctrine des Esséniens. Ces contacts auraient fait prendre conscience aux plus instruits des Templiers des liens qui unissent les différentes religions et leur auraient fait adopter un symbolisme, des rites qui, mal compris par leurs contemporains et par une grande partie des Templiers eux-mêmes, auraient étayé l'accusation d'hérésie qui contribua à leur perte.

L'auteur fait état d'une théorie originale pour expliquer l'extraordinaire rapidité du développement de l'ordre aux XII^e et XIII^e siècles. Ce développement s'expliquerait par le succès de la mission qui leur aurait été confiée à l'origine : rap-

porter en France l'arche d'alliance cachée dans les écuries du Temple de Salomon. Les églises gothiques auraient été construites suite aux révélations des lois de l'univers et du « nombre d'or » des tables de l'arche d'alliance. Ce succès de la mission des Templiers aurait été en corrélation avec le développement des romans de chevalerie relatifs à la quête du Graal.

Une partie importante du livre est consacrée à l'étude de l'organisation de l'ordre des Templiers, à leur action socio-économique en Europe, au procès, à l'analyse de l'acte d'accusation et à la survivance de l'ordre des Templiers après le procès.

L'influence des Templiers est surtout évoquée à propos du fort courant ésotérique qui a suivi leur disparition et du développement de l'alchimie, mouvement à la fois technique et gnostique dont le but n'est pas tant la recherche de cet or matériel que celle d'une mutation de l'esprit. Une théorie rattache les alchimistes à un groupe de Templiers émigrés en Ecosse, instruits en alchimie qui prirent le nom de « Frères aînés de la Rose croix ». Aux alchimistes et aux Templiers semblent se relier également la « doctrine kabbalistique », commentaire ésotérique de la Bible d'origine juive, répandu en Europe au début du XIV^e siècle et la société secrète des « Rose-Croix » inspirée de la doctrine des Soufis et des Assassins et qui évolua dans un sens gnostique à partir du XII^e siècle. Aux Templiers réfugiés en Ecosse prétendent se rattacher les loges jacobites et catholiques qui se répandirent en France au XVIII^e siècle en opposition aux loges maçonniques protestantes et orangistes anglaises. Ultérieurement, la pratique de l'« écossisme » (les hauts grades) en franc-maçonnerie marque cette volonté de se raccrocher à la tradition chevaleresque templière.

En Allemagne naquit au XVIII^e siècle une société secrète d'origine maçonnique qui reprit le nom même des Templiers et prétendit en perpétuer la tradition. Le Premier Empire favorisa la renaissance en France d'un ordre des Templiers affilié aux rites maçonniques écossais peut-être pour opposer à la puissance du pape Pie VI une franc-maçonnerie active. Le développement du romantisme favorisa leur développement ultérieur.

R.R.

LES AMERIQUES

TOURAINE A., *Vie et mort du Chili populaire*, juillet-septembre 1973, coll. « L'histoire immédiate », Le Seuil, 1973, 283 p.

C'est à travers le journal qu'il a tenu pendant les derniers événements du Chili que A. Touraine nous livre ses impressions, ses réactions devant le coup d'Etat. Ce qui l'étonne, c'est le manque de combativité réelle des partis de l'Union Populaire. Nous assistons avec lui à la répression brutale et cruelle, à la joie de la bourgeoisie. L'auteur qui a séjourné plusieurs fois au Chili, qui a épousé une jeune femme chilienne, est professeur à Nanterre. Il explique sans indulgence les fautes de l'Union populaire : le sectarisme, le manque d'intérêt pour les problèmes économiques, l'absence de consignes strictes, etc.

Il garde cependant l'espoir de voir le socialisme s'installer dans ce pays qui devient de plus en plus le centre des luttes de tout un continent. Il faut penser, dit-il, à cette lutte qui commence.

J.D.

IANNI F.A.J., *Les affaires de familles, La mafia à New York*, Terre humaine, Paris, Plon, 1973, 291 p.

L'auteur essaye de dégager un système de l'observation des familles criminelles italo-américaines. Il tend à dire que la Mafia est moins une société secrète qu'un modèle produit par des conditions économiques, des conditions politiques et une certaine conception de la famille.

Pour lui, la Mafia ne fonctionne pas sur un réseau de complicités criminelles, mais sur un système de parenté et de réciprocité.

La Mafia apparaît comme une étape dans le processus d'américanisation des Siciliens et des Italiens.

Mais, si ce livre est passionnant, s'il nous révèle un mode de vie que l'on ne connaît que mal, et par la presse à sensation ou le grand cinéma, il nous semble que l'auteur ne répond pas à une question qu'il soulève : les activités hors-la-loi sont abandonnées peu à peu au profit de nouvelles minorités ethniques que la misère et la drogue poussent au crime : Noirs, Porto-Ricains, Cubains.

Pourquoi cela ? Peut-être cela pourrait-il constituer le thème d'une autre enquête ?

J.D.

Alexis de TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, texte présenté et commenté par Ch. P. Bouton, Paris, Bordas, 1973.

Alexis de Tocqueville, de vieille noblesse, se rallie à la monarchie de juillet, mais ne souhaite pas s'engager trop tôt, aussi profite-t-il des circonstances pour aller étudier le système pénitencier américain. Il en reviendra avec son œuvre majeure : *De la démocratie en Amérique*. L'ouvrage ne comprend pas le texte intégral, mais un très large choix des passages les plus représentatifs. Afin d'en rendre la compréhension plus aisée, l'auteur a élucidé certains termes et certaines notions.

Un ouvrage qui serait utile aux élèves du cycle de détermination.

P.B.

FURTADO Celso, *La formation économique du Brésil de l'époque coloniale aux temps modernes*, coll. Civilisations et sociétés, Paris, La Haye, Mouton, 1972.

Le Brésil constitue un des ensembles politiques actuels dont la croissance mérite l'attention de l'observateur contemporain. A la fin du XX^e siècle, le nombre d'habitants du pays aura dépassé 225 millions dont le revenu aura certes triplé par rapport à 1950, mais qui se situera à 680 dollars par tête alors qu'en 1970, le revenu d'un citoyen des U.S.A. oscille autour de 4.700 dollars.

Spécialiste du droit, expert en matière de sous-développement, exilé politique, l'auteur jette sur les antécédents du Brésil l'œil d'un économiste conscient de la valeur indicative de l'histoire. Cela nous vaut après une synthèse dense, déroulant les fondements économiques de l'occupation territoriale depuis le XVII^e jusqu'au XIX^e siècle, fin de la phase coloniale, des analyses, étayées de chiffres parfois discutables, sur les économies esclavagistes de l'agriculture tropicale (XVI^e-XVII^e) et de l'exploitation minière (XVIII^e), les économies de transition vers le travail salarié (XIX^e) et vers le système industriel (XX^e).

Notons au fil de la lecture l'importance de la chasse à la main-d'œuvre indigène pour la survie des premiers colons, les considérations sur la nature et les effets économiques du travail servile, les modalités de la production du sucre, les développements de l'élevage dans le sertao, les privilèges commerciaux et autres de l'Angleterre, les effets des migrations européennes, les méfaits de la culture du café.

Un livre qui témoigne que de bonnes perspectives économiques ne peuvent se fonder que sur une bonne connaissance historique.

R.V.S.

LOMNE Josette, *El problema indio*, Paris, Masson et Cie, 1973, 120 p., 15 F.F.

La population indienne du Pérou s'élevait à 10 millions d'individus quand arrivèrent les conquistadores ; après 3 siècles de domination espagnole, elle était tombée à un million d'individus. Cette seule donnée démographique suffirait à susciter la réflexion. Comment vivent aujourd'hui, au Pérou et ailleurs en Amérique latine, les descendants de ces Indiens décimés par la colonisation ? Le plus souvent, dans des conditions très pénibles : peones asservis, exploités et méprisés, ces hommes que chante Neruda dans son Canto general (dont un extrait ouvre le livre) ne se sont certes pas vu restituer la terre qui leur a été enlevée. Problème très vaste, dont il n'était évidemment pas possible d'aborder tous les aspects en 120 pages. Pour nous le présenter, J. Lomné a choisi 2 grands pôles d'observation : le Pérou et le Mexique. Elle a eu principalement recours aux témoignages indigènes. Elle puise surtout des extraits chez José Carlos Mariategui, *Stets ensayos de interpretación de la realidad peruana*, 1927, Hector Béjar, *Perú 1965 : Apuntes sobre una experiencia guerrillera*, 1969, et Fernando Benítez, *Los Indios de Mejico*, 1971, livre concernant la première et unique grande expérience d'anthropologie appliquée tentée à ce jour en Amérique latine : celle de l'Institut Indigéniste de Mexico. Les hommes de lettres sont représentés par Gabriela Mistral, Miguel Angel Asturias et Pablo Neruda, 3 prix Nobel de ce continent.

Le recueil est divisé en trois grandes parties. On explique, dans la première,

comment, au Pérou, la « pratique coloniale », comme dit Mariategui, puis la République libérale ont détruit les structures économiques et sociales communautaires du peuple inca pour permettre la création des grandes propriétés foncières (*latifundios*), d'où découle l'asservissement des Indiens. La seconde partie est consacrée aux conditions de vie et de travail de ces Indiens au sein de ces exploitations où un propriétaire tout-puissant impose sa loi (travail des enfants dès 7 ans, répression sévère, etc.) ; aux communautés agraires subsistant en dépit d'une législation qui tend à l'appropriation privative et à l'expropriation des terres communales au bénéfice du latifundisme ; partie consacrée aussi aux petits propriétaires indépendants qui doivent se défendre contre le bas prix de leurs produits et la concurrence des *latifundios*. Il s'agit donc d'une véritable lutte pour la terre. Même les terres vierges ont leur mafia, comme dit Fernando Benítez à propos du Mexique. Quelques textes, enfin, dans cette seconde partie, sont consacrés au « monde spirituel de l'Indien » : c'est un étrange mélange de la pensée cosmogonique pré-colombienne et du catholicisme importé par les missions espagnoles. La dernière partie est intitulée « Intégration : espoirs et échecs ». Elle traite des solutions envisagées par les Indiens eux-mêmes dans le cadre de la lutte armée et des remèdes proposés par l'Instituto Nacional Indigenista de Mejico.

L'ouvrage se termine par un lexique bien utile sur le vocabulaire espagnol spécifique à l'Amérique latine. Il est enrichi d'une iconographie qui nous permet, par l'image, de reconstituer le cadre de vie de ces Indiens.

Un historien ne trouvera certes pas dans cet ouvrage un exposé complet de toutes les données du problème. Ce n'est d'ailleurs pas l'ambition de l'auteur ni de la collection « Regards sur le monde hispanique ». Celle-ci propose plutôt aux étudiants en langues un dossier utile pour aborder, dans une discussion collective, tel aspect de la vie latino-américaine.

J.J. D.

KARSTEN Rafaël, *La civilisation de l'empire Inca*, Paris, Ed. Le regard de l'histoire, Payot, 1972, 272 p.

Voici un ouvrage reposant sur une solide documentation. L'auteur a vérifié *in*

situ tous les vestiges de l'ancienne civilisation : documents archéologiques, croyances et coutumes populaires encore vivaces chez les Indiens des Andes. Il fait donc œuvre d'historien et d'ethnologue à la fois. Toutefois, cette étude axée surtout sur la culture spirituelle délaisse quelque peu la culture matérielle.

L'auteur présente et critique les sources anciennes. Il expose ses idées sans polémiquer exagérément avec les auteurs contemporains. Il témoigne de la sympathie pour cette ancienne civilisation tout en relevant certaines pratiques jugées barbares aujourd'hui.

Cet ouvrage aborde clairement le thème de l'organisation sociale des Incas, et celui de l'administration du territoire, administration beaucoup plus rationnelle que celle de l'Europe à pareille époque et permettant au pouvoir central de contrôler des territoires très vastes en assurant la subsistance de tous. La base en est constituée par les clans (*aylu*) groupés en 10, 100, 1.000 ou 10.000, chaque groupe est sous l'autorité d'un fonctionnaire chargé de répartir les terres (qui appartiennent à l'Etat), d'assurer la subsistance de chaque famille, de distribuer les travaux selon l'âge et les capacités, de collecter l'impôt (dû seulement par les hommes du peuple — clergé et nobles en sont exempts).

Il ne s'agit pourtant pas d'un système socialiste, puisque tous les hauts fonctionnaires viennent de la caste des Incas descendant du soleil ; les classes sociales doivent être sauvegardées, et, à cet effet, l'instruction est limitée par la loi. « *Les enfants du peuple ne pourront pas apprendre les sciences, la connaissance de celles-ci restant réservée aux nobles de crainte que les classes inférieures ne prennent trop d'orgueil et ne deviennent un danger pour l'Etat.* »

Les Incas constituent une société où chacun a des devoirs envers la communauté : obligation de se marier, de tenir sa maison propre, la paresse est punie de châtiments corporels ; obligation pour tous les habitants d'une région de porter le même costume.

L'ouvrage traite longuement de la religion. La thèse défendue est que les Incas partis d'un polythéisme naturel évoluaient vers le monothéisme adorant un dieu créateur de toutes choses.

Il s'agit d'un livre d'un grand intérêt.
A.V.P.

U.R.S.S.

BUBER-NEUMANN Margarete, *La révolution mondiale - L'histoire du Komintern (1910-1943) racontée par l'un de ses principaux témoins*, Tournai, Casterman.

Le sous-titre de cet ouvrage est bien ambitieux : l'auteur (qui ne nous livre pas son nom : Bubert, en effet, est le nom de son mari, d'illustre lignée, et Neumann celui... de son amant !) y est présentée comme l'un des principaux témoins de l'histoire du Komintern. En vérité, elle ne fut qu'une militante d'arrière-plan jusqu'en 1929 (N.B. : en 1928, six des sept congrès du Komintern avaient déjà eu lieu). A cette époque, elle fit la connaissance d'Heinz Neumann, mais même alors elle ne fut jamais mêlée de près aux grandes décisions politiques.

L'auteur a beaucoup souffert du stalinisme, et sa foi perdue s'est transformée en haine qu'elle reporte sur toute sa jeunesse et ses « illusions ». Tous ceux qu'elle a cotoyés (sauf peut-être Münzemberg) sortent salis de ces réévocations désabusées : Neumann est un fada, irresponsable, étroit d'esprit et tout de duplicité, Thälmann est un « prolétaire naïf », Ulbricht est répugnant tant sur le plan moral que physique, quant à Staline, elle pense qu'il a favorisé le passage de l'Allemagne au nazisme pour qu'une Allemagne communiste ne puisse pas « grâce à sa capacité industrielle, remplacer la Russie soviétique à la tête de la III^e Internationale ».

On ne peut s'empêcher de vouloir demander à l'auteur pourquoi, lui, si lucide, fréquentait un tel ramassis de cyniques, d'assassins, d'inconscients et de menteurs.

L'histoire du communisme international ne comporte pas des pages roses, loin de là, mais Margarete Buber-Neumann a fait le choix de n'en dévoiler que les pages les plus noires et les plus douloureuses.

Elle tait tout ce qui y fut idéalisme et courage, et c'est à ce titre même qu'elle peut intéresser le pédagogue, comme un bel exemple d'auteur terriblement partial, avec les évidentes circonstances atténuantes qu'on lui doit. La précision scientifique de son travail est très relative (pas de notes — « un historien a dit... » — « selon un ancien dirigeant... », etc.), et

ce sont surtout ses anecdotes personnelles, souvent « gonflées » et sa réflexion polémique qui en font l'intérêt. De plus, tout son livre est une longue question qui vaut la peine d'être posée : jusqu'à quel point la foi idéologique filtre-t-elle nos informations pour n'en garder que ce que nous voulons bien voir et entendre ?

A. M.-M.

A propos de l'U.R.S.S., photographies de Henri CARTIER-BRESSON, Chêne, Paris, 1973.

Différents aspects de l'U.R.S.S. sont présentés par Henri Cartier-Bresson. Il ne s'agit ni d'un reportage ni d'une étude, mais d'une approche photographique des aspects les plus divers du monde soviétique. Chaque photo semble être l'aboutissement du hasard et de la simplicité, mais révèle cependant un ensemble de faits des plus significatifs. Une courte légende indique lieu et sujet de chaque photo. L'ouvrage présente Léninegrad et Moscou ; le voyage se continue dans la Fédération russe, puis en Estonie, dans les républiques du Caucase, pour se terminer dans les Républiques de l'Asie centrale.

Une invitation au voyage hors de l'ordinaire.

P.B.

LA REVOLUTION CHINOISE

CHESNEAUX J. et **BASTID M.**, *Des guerres de l'opium à la guerre franco-chinoise, 1840-1885*, Hatier, Paris, 1969.

Cette période est fort importante pour la connaissance du monde chinois puisque les auteurs y abordent les trois aspects fondamentaux, à savoir : la politique impériale, l'intervention étrangère et principalement l'intervention européenne, les mouvements populaires d'opposition à la monarchie, à l'ordre établi et à la présence étrangère. L'intérêt réside dans l'exposé des faits, mais aussi dans les très nombreux documents qui contribuent à renouveler notre connaissance de ces problèmes. Quatre cartes y sont jointes. Une courte bibliographie complémentaire permet des recherches ultérieures.

P.B.

ARAY Siwitt, *Les cent fleurs*, coll. « Questions d'histoire », Flammarion, Paris, 1973.

En janvier 1956, le gouvernement chinois lance parmi l'intelligentsia, et plus particulièrement parmi les scientifiques et les cadres techniciens, une campagne de recrutement en rapport avec les exigences du plan de développement de l'économie. Le pouvoir était prêt à accorder aux cadres intellectuels des privilèges de caractère purement matériel : augmentations de traitement, possibilités de promotion, grades, réduction du temps de travail, etc.

En même temps, le Parti semble avoir décidé de tolérer la diversité de style dans les arts et les lettres et la controverse en matière de recherche scientifique.

En juin 1956, la nouvelle politique culturelle du Parti se concrétise dans l'appel de Mao : « Que Cent Fleurs s'épanouissent, que Cent Ecoles rivalisent ».

L'étatisation de l'industrie, la collectivisation de l'agriculture et l'encadrement politique de la vie quotidienne accroissaient progressivement l'intensité et la durée du travail ; cette politique se heurta à des résistances : grèves ouvrières, révoltes paysannes, contestations étudiantes.

Dès juin 1957, la répression commence : *Les Cent Fleurs* sont devenues des « herbes vénéneuses » qu'il faut « arracher ».

La victoire restait à l'ordre.

Dans les documents qui accompagnent l'exposé des faits, l'auteur utilise surtout des textes chinois auxquels il ajoute quelques extraits de la presse anglaise et américaine.

Une courte bibliographie et un index terminent le volume.

M.R.V.

ETIENNE G., *La voie chinoise*, P.U.F., Paris, 1974.

Spécialiste de l'Asie, professeur d'économie du développement à Genève, l'auteur a fait en Chine quatre voyages d'étude entre 1958 et 1972 et utilise à la fois ses observations sur le terrain et la documentation disponible qu'il a rassemblée

dans une bibliographie abondante et récente et des tableaux chiffrés extrêmement utiles.

Après une brève introduction historique, G. Etienne étudie la démographie chinoise, les principaux secteurs de l'industrie, les réformes agraires et les institutions rurales. Pour terminer, il replace l'expérience chinoise dans le contexte asiatique et, en annexe, il donne des statistiques de production, de prix et de commerce qui vont de 1952 à 1972.

A moins de bouleversements importants, l'économie chinoise est bien partie : infrastructures et industrie ont de larges perspectives ; la lutte est plus dure dans le domaine de l'agriculture. Quand le ralentissement de la démographie se fera sentir, les progrès par tête s'accroîtront, mais déjà la misère est bannie. L'ouverture du commerce sur le monde extérieur s'accélère.

Pour terminer, l'auteur lance un cri d'alarme : en Amérique et en Angleterre, il existe de solides équipes de chercheurs spécialisées dans les problèmes chinois ; les pays francophones n'ont pas développé de recherche équivalente.

Un livre à recommander pour son objectivité et la masse d'informations concrètes qu'il apporte.

M.R.V.

CHUN-TU HSUEH, *Les dirigeants de la Chine révolutionnaire (1850-1972)*, dans la coll. « Archives des sciences sociales », Paris, Calmann-Lévy, 1973.

On trouve rassemblés ici une série d'articles inédits ou déjà publiés ailleurs, concernant les figures marquantes des trois mouvements révolutionnaires de la Chine contemporaine : la Révolte Taïping, la Révolution ou Pseudo-Révolution républicaine, la Révolution communiste maoïste enfin. La formule biographique, insérée dans un contexte explicatif ajoute à la densité d'un récit dont tout historien se doit de connaître les linéaments. Les auteurs, même chinois, sont d'origine en général des sinologues attachés de plus ou moins loin aux universités américaines ou occidentales. Les avis exprimés sont parfois contradictoires. Retenons les articles consacrés à *La maladie mentale de Hong Xiu-quan, chef de la révolte taïping*,

à Sun Yat-sen, Yang Qu-yun : le début du mouvement révolutionnaire en Chine, au fondateur du communisme chinois Chen Du-Xiu : sa carrière et ses idées politiques, à Zhou En-lai et tout spécialement celui dû à la plume d'Edgard Snow, Intime de Mao Zhe-dong, Jeunesse de Mao Zhe-dong. Comment mieux comprendre l'œuvre d'un personnage de cette taille qu'en saisissant les ressorts profonds de son éducation et de ses sentiments si profondément enracinés dans le peuple chinois et dans sa culture.

R.V.S.

KAROL K.S., *La deuxième révolution chinoise*, Laffont, Paris, 1973.

K.S. Karol est un des journalistes les mieux informés sur les problèmes du communisme actuel.

En 1965, il passe cinq mois en Chine et à son retour, publie *La Chine de Mao* (Laffont, 1966).

En 1971, il effectue un nouveau long séjour en Chine qui fournit la matière de ce volume-ci.

Les partis communistes prosoviétiques ont souvent qualifié la révolution culturelle chinoise de 1966-69 de « révolution pour rien ».

Karol, au contraire, analyse les traces profondes que le mouvement a laissées et règle leur compte à quelques légendes.

Premier point acquis : l'emprise de Mao sur le régime chinois depuis 1949 était et reste suffisamment forte pour contrer l'idée que la révolution culturelle a été pour lui une façon de récupérer un pouvoir perdu.

Deuxième légende à enterrer : la révolution culturelle n'a pas été une lutte entre militaires et civils : les militaires ont participé au mouvement en tant que militants et non dans le but d'établir une quelconque dictature militaire.

Une autre certitude se dégage : la révolution culturelle n'a pas opposé les « utopistes » partisans du « grand bond » aux « réalistes » partisans du modèle de développement soviétique puisque la victoire est restée aux réalistes qui continuent d'appliquer et d'intensifier la politique du grand bond comme le démontrent les documents du X^e Congrès publiés en annexe par Karol.

La révolution culturelle de 1966 reste liée au mode différent des conceptions du P.C.C., c'est-à-dire à la primauté accordée à la lutte des classes à l'intérieur du socialisme et à la volonté de faire participer les masses à l'activité productive et politique dans le cadre d'une « démocratie extensive ».

Qu'elle n'ait pas réussi à 100 %, qu'il y ait eu des erreurs, c'est incontestable ; aussi, à la tribune du X^e Congrès, les orateurs ont évoqué toute une chaîne de révolutions à venir.

M.R.V.

DIVERS

RAIMBAULT G., *Médecins d'enfants*, Editions du Seuil, Collection « Le champ freudien » dirigée par J. Lac.

Dans un service parisien de pédiatrie, Raimbault, analyste de l'école freudienne de Paris, étudiant la relation médecin-malade fouille dans le cadre des maladies graves. Onze médecins s'y sont intéressés, et un groupe est né qui n'a cessé de travailler depuis 1967.

Ce sont ces observations qui sont relatées ici. L'important semble être de repérer les aliénations dans lesquelles les différents sujets vivent, aliénation de l'individu et du groupe social. Ce livre qui met en cause la société, l'éducation, la médecine, la psychanalyse, se termine par des questions.

Que sont les pédiatres ?

Que faudrait-il qu'ils sachent — ou ne sachent pas ? pour être :

Non psycho-filcs.

Non psychanalystes.

Non naïfs.

Pédiatres ?

Livre de réflexion sur soi-même et sur sa profession, qui nous amène à penser à un livre qui répondrait à la question :

Que sont les enseignants ?

Que faudrait-il qu'ils sachent ou ne sachent pas pour être enseignants ?

J.D.

DUPEUX G., *La société française 1789-1970*, A. Colin, Coll. « U », 1972.

Cette 6^e édition d'un ouvrage désormais classique est conçue comme « une histoire des groupes sociaux, définis par la place occupée dans le processus de production et la division du travail, comme une histoire aussi de leurs rapports et de l'évolution dans le temps, de ces rapports ».

Il s'agit donc essentiellement de la description de l'évolution sociale, mais aussi d'un essai d'étude des facteurs qui ont conditionné celle-ci (facteurs relevant de la psychologie collective, des révolutions, des guerres ainsi que des structures économiques). Chaque paragraphe est accompagné de données quantitatives, graphiques, schémas évolutifs, cartes, etc., ainsi que d'une documentation bibliographique complémentaire.

La matière se subdivise en quatre parties, suivant les données chronologiques traditionnelles : la société de l'Ancien Régime, les sociétés de transition vers la société industrielle, la société industrielle de 1870 à 1914 et pour terminer, notre société. Des annexes abondantes complètent la présentation de cette société française : chronologie, glossaire, orientation bibliographie, etc. Bien que centré uniquement sur la France, ce livre est appelé à rendre de grands services pour l'étude des matières inscrites au programme du degré de détermination.

P.B.

GOLFIN J., *Les 50 mots clé de la sociologie*, Privat, Toulouse, 1972.

Ni dictionnaire ni recueil de pensées, cet aide-mémoire s'est efforcé de circonscrire les problèmes de la sociologie à travers 50 mots que l'auteur considère comme fondamentaux. Ces mots recouvrent des notions indispensables, mais il ne serait d'aucune utilité de les citer. L'auteur a ajouté une table des correspondances donnant pour chaque mot clé, les mots clés complémentaires. Cet ouvrage aurait sa place dans les bibliothèques de classe. Il sera des plus utiles pour ceux qui sont chargés de l'enseignement des matières des sciences sociales ou des sciences humaines.

P.B.

TOYNBEE A.-J., *Afrique arabe, Afrique noire*, Paris, Sindbad, 1972, « La bibliothèque arabe », Trad. Yves Thoraval.

Dans un style empreint de poésie, A.-J. Toynbee relate son voyage à travers des pays d'Afrique blanche et d'Afrique noire.

Magistral exposé géographique qui débouche à la fois sur l'histoire du lointain passé des premières civilisations humaines connues et sur la brûlante histoire d'aujourd'hui.

Tentative d'explication scientifique, mais qui n'exclut pas cependant la croyance à l'intervention divine.

Tout cela est mis en œuvre pour démontrer les différences, les oppositions, les conflits entre les habitants blancs de l'Afrique du Nord et les habitants noirs de l'Afrique tropicale, séparés par de vastes déserts et d'épaisses forêts.

Les civilisations et les cultures différentes, les religions diverses, les politiques opposées aboutissent aujourd'hui à de sanglants conflits provoqués généralement par la domination coloniale européenne.

Ces deux mondes africains qui, à travers leurs déchirements, tentent malgré tout de s'unir, c'est le monde arabe et le monde de la négritude.

L'auteur met à part l'Éthiopie qui joue un rôle de médiateur, car il est d'origine sémite, pratique le christianisme depuis des temps lointains et se trouve proche de l'Arabe d'Asie. (Mais tout cela vient d'être bouleversé et l'Éthiopie est, elle aussi, entraînée dans le tourbillon des révolutions.)

Suivant l'itinéraire de Toynbee, nous parcourons le Maroc, le Nigeria, le Népa-ta, le Sad, le Harrar ; nous allons de Gondar à Khartoum, nous descendons vers Massaoua, nous admirons la Nubie, nous sommes témoins de la révolution industrielle d'Assouan, nous nous penchons sur les problèmes de Gaza, nous explorons la Cyrénaïque. Nous sautons à travers les territoires et les millénaires, mais en nous arrêtant longuement au Nigeria et au Soudan où les problèmes sont les plus cruciaux, semble-t-il.

L'auteur, dans ses prévisions souvent trop optimistes, n'a pas prévu la grande tragédie des Ibos, et, assez utopique, semble attendre beaucoup trop du changement des cœurs.

M.A.K.

GRELOT P., *Documents araméens d'Égypte*, dans *Littératures Anciennes du Proche-Orient*, Editions du Cerf, Paris, 1972.

Cet ouvrage est un recueil de documents datant du V^e siècle avant notre ère : textes épigraphiques, papyrus, *graffiti* rédigés en araméen, langue officielle des échanges administratifs dans l'Empire perse. Il nous livre des renseignements sur la vie des garnisons orientales installées en Haute Égypte, notamment sur la pratique du « colonat » ainsi que sur les rapports entre Orientaux et Égyptiens.

Ces documents, classés et accompagnés d'un commentaire, se révèlent parfois fort intéressants pour le non-spécialiste. Ainsi, dans la première partie, consacrée à la vie quotidienne (ventes, procès, mariages...), le document n° 1 montre un propriétaire juif exigeant de son métayer égyptien, en plus de la moitié de la récolte, une somme pour la location de la terre. Le document n° 4 nous apprend qu'un prêt à intérêt pouvait atteindre le taux annuel de 60 %. Un contrat de mariage entre un homme libre et une esclave (n° 43) nous fait voir que les droits des époux étaient égaux en matière d'héritage et de divorce. Le document 48 apporte des précisions sur les cas de divorce et fait apparaître, malgré les apparences, une certaine inégalité : il suffit à l'épouse d'avoir eu un rapport sexuel avec un autre homme, mais il faut que le mari ait introduit dans la maison une

autre épouse, le concubinage avec une esclave étant autorisé ; le devoir conjugal est une obligation mutuelle.

On perçoit, dans la deuxième partie, les préoccupations de l'administration : les problèmes d'approvisionnements des militaires et de leur famille, payés partiellement en nature (n° 54). La lettre n° 73 est une preuve parmi d'autres que la délation généralisée était un procédé couramment utilisé par le gouvernement perse.

La troisième partie est composée de documents attestant que les étrangers installés en Égypte jouissaient d'une liberté religieuse totale. Relevons les noms de divinités iraniennes (Ahura Mazda...), sémitiques (Banit, Nabû, Bêt'el...), égyptiennes (Enûm, Osiris...). La religion juive, bien que moins syncrétiste, admettait, aux côtés du Dieu national, des divinités syriennes et cananéennes. La présence à Éléphantine d'un temple de « Yahô, Dieu d'Israël » était une autre entorse à la réforme deutéronomique (622) n'admettant qu'un seul sanctuaire à Jérusalem. Les documents n°s 100, 110, 120 font allusion à l'épisode du pillage du temple par les prêtres de Hnûm. Comment l'expliquer ? Est-ce à cause du loyalisme des soldats juifs vis-à-vis des Perses, considérés par les Égyptiens comme d'insupportables envahisseurs ?

Une quatrième partie nous livre une traduction araméenne du roman d'Ahiqar. Ce texte, d'origine akadienne, connu dans l'Antiquité une vogue considérable (nombreuses traductions, refontes et imitations). Il contient une « Sagesse ».

Le livre se termine par un index des noms propres mettant en évidence le caractère international des colonies orientales d'Égypte.

J.C.